

LE PETIT PROVENÇAL

Journal Quotidien d'Union Nationale

N° 14.186 - QUARANTIÈME ANNÉE - JEUDI 9 DÉCEMBRE 1915

LE NUMÉRO 5 CENTIMES

75, Rue de la Darse, 75 - Marseille

ANNONCES

Annouces Anglaises, la ligne : 1 fr. - Réclames : 2 fr. - Faits divers : 3 fr. - Après Chronique Locale, la ligne : 5 fr. - Chronique Locale : 40 fr. Les insertions sont exclusivement reçues A Marseille : Chez M. G. Allard, 31, rue Pavillon, et dans nos bureaux A Paris : A l'agence Havas, 5, place de la Bourse, pour la publicité extra-régionale

Marsaille, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse, Gard	6 Mois	1 An
et Basses-Alpes.....	5 fr.	10 fr.
Autres départements et l'Algérie.....	6 fr.	12 fr.
Etranger (Union postale).....	9 fr.	17 fr.

Les Abonnements partent des 1^{er} et 16 de chaque mois. Ils sont reçus à l'Administration du Journal et dans tous les Bureaux de Poste.

La Vermine

Le message du président Wilson, message qui vient d'être lu aux Chambres du Congrès, accuse fortement le péril que les audacieux agissements des Germano-Américains font courir aux Etats-Unis.

On sait que, depuis les débuts de la guerre, les Boches et leurs agents se conduisent là-bas avec le plus parfait mépris de toutes les lois américaines aussi bien que de toutes les conventions internationales. Ce sont les représentants diplomatiques eux-mêmes des empires centraux, l'ambassadeur d'Allemagne et celui d'Autriche-Hongrie, qui avaient pris en mains la direction supérieure de toute cette malpropre entreprise. Des fonds spéciaux leur avaient été réservés à cet effet par leurs gouvernements respectifs et les souscriptions de certains de ces Germano-Américains qui ont fait fortune aux Etats-Unis y ajoutaient.

Tout cet argent a été et continue d'être employé au mieux des intérêts de nos ennemis. Les chefs de cette sorte de vaste conspiration boche n'ont regardé à rien, n'ont reculé devant rien. Ils ont acheté tous les concours jugés utiles et ils les ont exploités sans scrupules. Aussi, leurs intrigues et leurs attentats ne se comptent-ils plus.

Depuis les agitations grévistes et les manœuvres frauduleuses jusqu'aux pires excès de la violence et du crime, ils ont tout mis en œuvre pour arriver à leurs fins misérables.

Le but de tous ces ténébreux efforts était : d'une part, d'empêcher les Etats-Unis de travailler à l'intention des armées alliées ou de nous aider de leurs ressources et de leur crédit ; d'autre part, de se servir des ports américains pour ravitailler les corsaires boches ou pour faciliter la contrebande de guerre au profit de l'Allemagne. Les procès qui viennent de se juger, ou qui sont encore en cours aux Etats-Unis, ont révélé des faits tellement graves que de sérieuses condamnations ont dû être prononcées. Indigné d'un tel ensemble d'agissements monstrueux, l'opinion américaine a exigé des sanctions, et des sanctions non pas seulement contre les agents exécutifs, mais aussi contre les véritables inspirateurs des complots boches.

C'est à la suite de cette révolte de l'opinion que le Cabinet de Washington a exigé le rappel immédiat du capitaine Boy-Ed, attaché naval allemand, et du capitaine von Papen, attaché militaire allemand à l'ambassade de Berlin. Le comte Bernstorff reste le chef suprême de la conspiration. Le comte Bernstorff pour lui-même a été invité à ces jours — comme le fut récemment son collègue, l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie, — à aller poursuivre ailleurs les cours de ses tristes exploits. On prête, en tout cas, l'intention au gouvernement américain de réclamer « le rappel d'au moins un consul général d'Allemagne ainsi que du conseiller privé Albert, agent financier allemand aux Etats-Unis ».

Le scandale des agissements germano-américains a décidément trop duré et il a pris des proportions qui ont fini par inquiéter jusqu'aux gouvernements et aux citoyens les plus patients de la libre Amérique : les Etats-Unis sont enfin résolus à y mettre un terme.

Le président Wilson a énergiquement flétri dans son message les manœuvres criminelles de tous ces Boches naturalisés qui ont si odieusement abusé des libertés que leur accordait leur patrie d'adoption. Et il a même demandé aux Chambres de voter le plus promptement possible des lois susceptibles de combattre le mal. L'heure est proche sans doute où la grande République américaine va pouvoir se débarrasser une bonne fois de toute cette répugnante vermine boche qui était en train de la ronger et de la déshonorer.

CAMILLE FERDY.

Nos Infirmières

L'utilisation des infirmières indépendantes

Paris, 8 Décembre. Une information parue dans divers journaux prête à M. J. Godart l'intention de licencier les infirmières des trois sociétés de la Croix-Rouge. Nous sommes autorisés à faire connaître que cette nouvelle est absolument inexacte. Il ne s'agit pas de l'espérance de personne de « renvoyer » d'admirables femmes, dont le dévouement n'a pas connu un seul instant de lassitude depuis 18 mois et cela au moment même où la durée de leurs services leur assure une précieuse expérience.

Le sous-secrétaire d'Etat du service de santé s'est seulement préoccupé, en présence de la reprise par le service armé d'un certain nombre d'infirmières, de réaliser une meilleure utilisation des infirmières indépendantes, de toutes les femmes, au nombre de plusieurs milliers, qui n'ayant pas cru devoir s'affilier à une société, ambitionnent quand même de coopérer au traitement des malades et blessés de l'armée, et se sont dans ce but directement adressés au ministère de la Guerre.

Beaucoup de ces infirmières sont en service depuis de longs mois dans les hôpitaux de l'intérieur, mais il a été jugé qu'il méritaient d'être admises à « faire campagne » d'une façon moins indirecte.

C'est pourquoi aussi, d'autres, incorporées pour la durée de la guerre dans le cadre des infirmières laïques des hôpitaux militaires,

font bientôt s'installer au chevet de nos blessés dans les formations sanitaires du front. Il ne s'agit, en somme, d'exclure personne, mais de faire place à tous les dévouements.

Les Héros de l'Yser et de Dixmude

Le ministre de la Marine

félicite les Fusiliers marins

Paris, 8 Décembre.

Une prise d'armes a eu lieu ce matin à la caserne de la Pépinière en présence de l'amiral Lacaze. Le ministre de la Marine a prononcé une vibrante allocution, félicitant les fusiliers marins de la brigade de l'amiral Bonarich, qui vient d'être dissoute, pour leur vaillante conduite sur les bords de l'Yser et à Dixmude, puis il a remis un certain nombre de Croix de guerre à ceux qui se sont le plus distingués pendant la campagne.

IL Y A UN AN

Mercredi 9 Décembre

Des aviateurs français bombardent des hangars et magasins militaires de Ertbourgr-Brigau.

En Pologne, bombardement de Lovitch par les allemands : nombreuses victimes civiles.

En Serbie, écrasante défaite des Autrichiens à Valievo et à Pojeda : 25.000 prisonniers, 8 avions, 10.000 fusils, 50 caissons d'artillerie, 100 voitures d'approvisionnement, etc.

La Turquie demande des armes et des munitions à Berlin.

Le Breslau s'aventure dans la mer Noire jusqu'au large de Sébastopol ; les avions russes le mettent en fuite.

Le ministre de la Marine adresse des félicitations au gouvernement anglais pour la victoire navale des ts Faikland.

Le Président de la République et les ministres quittent Bordeaux et se réinstallent à Paris.

LA VIE CHÈRE

Le charbon de bois

Le combustible est surtout utilisé dans le sud-est de la France par les ménages pauvres. Les familles riches ou simplement aisées se servent du gaz, dans les villes, pour faire leur cuisine. On conçoit donc la perturbation apportée, dans les milieux ouvriers, par l'augmentation continue du prix du charbon de bois.

Cette augmentation est due en partie à la rareté de ce produit de chauffage, amenée par les réquisitions militaires. On a expédié, en effet, de grandes quantités de charbon de bois sur les fronts de l'Yser, pour des besoins divers, notamment de l'alimentation des troupes placées dans les tranchées. Personne n'osera se plaindre d'un prélèvement pareil. Tout ce qui concerne la Défense nationale doit passer en première ligne. On ne fera jamais trop pour nos vaillants poilus.

Les approvisionnements pour les troupes étant assurés, il importe de rechercher les moyens d'intensifier une production de plus en plus nécessaire. Les difficultés à vaincre sont nombreuses, car il s'agit d'un travail souvent opéré dans les forêts montagneuses, où le charbon s'opère qu'avec beaucoup de peine. Il faut également disposer de forêts où des coupes de bois soient possibles.

Toutes ces questions furent discutées dans la réunion plénière du Conseil général. La résolution suivante fut prise : Pour activer et développer la production, l'emploi de la main-d'œuvre des prisonniers allemands devrait être accordée. De plus, les mobilisés des classes les plus anciennes et les auxiliaires devraient être mis à la disposition des maires des communes. Cette résolution fut adoptée en séance publique.

Dans les communes où se trouvent de vastes étendues de bois susceptibles de fournir, par des coupes en règle, l'aliment indispensable à la préparation du charbon, les maires n'auront qu'à aviser M. le préfet pour les demandes des ouvriers. C'est surtout la main-d'œuvre, en effet, qui fait le plus défaut. Les charbonniers le trouvent difficilement, ce qui cause encore un ralentissement dans la production.

On ne doit pas craindre de donner des prisonniers à ceux qui en ont besoin. En Allemagne, les prisonniers français sont occupés aux travaux les plus variés, les plus durs également. Il serait par conséquent oiseux de faire du sentimentalisme à l'égard des prisonniers allemands. Ils seront toujours mieux traités que les nôtres, n'importe leur affectation.

Les moyens de transport sont également à solliciter. Les wagons manquent sur la plupart des lignes. Pourquoi n'en construirait-on pas un plus grand nombre ? Le matériel des chemins de fer fait partie intégrante de la Défense nationale. Son amélioration, ainsi que son intensification, ne peuvent qu'avoir l'approbation des Pouvoirs publics. Le pays verrait, avec plaisir, l'Etat ordonner la construction de milliers de wagons, car cet appoint est devenu indispensable au commerce comme à l'agriculture. La pénurie des moyens de transport est une cause directe de la hausse de nombreux produits, du charbon de bois, notamment.

Il importe donc d'y remédier au plus vite. Le charbon de bois se vendait de 13 à 15 fr. les cent kilos, avant la guerre. Il vaut maintenant 25 francs. Ce chiffre est même dépassé pour la première qualité. Rien d'extraordinaire qu'il atteigne 30 francs, si des mesures pour venir en aide aux charbonniers ne sont pas prises rapidement.

Tous les bois, en général, peuvent être utilisés pour faire du charbon. Mais aucune essence ne vaut le chêne vert, qui domine d'ailleurs dans la production du combustible uniquement employé par les pauvres gens. Le chêne vert se trouve en assez grande abondance dans l'Arèche, le Vancluse, les Basses-Alpes, la Drôme, le Var, les Alpes-Maritimes ainsi que la Corse. Quant au pin, il fourmille dans tous nos départements.

On prête à l'Etat l'intention de réquisi-

494^e JOUR DE GUERRE

Communiqué officiel

Paris, 8 Décembre.

Le gouvernement fait, à 15 heures, le communiqué officiel suivant : En Belgique, nos mitrailleuses ont, au cours de la nuit, empêché l'ennemi de remettre en état l'ouvrage détruit par nous dans la région d'Hetsas.

Au nord d'Arras, à l'ouest de la cote 140, nos firs de barrage ont arrêté net une attaque allemande qui se préparait à la faveur d'une explosion de mine.

Dans la journée d'hier, notre artillerie a bombardé et détruit le moulin de Saint-Aurin (région de Roye), que l'ennemi avait organisé défensivement.

En Champagne, nous avons continué à progresser à coups de grenades dans la tranchée avancée où l'ennemi avait pris pied hier au sud de Saint-Souplet.

A l'est de la butte de Souain, nos contre-attaques ont réussi à maîtriser l'attaque allemande qui s'était déclanchée hier en fin de soirée. La lutte se poursuit pour la reprise des éléments occupés par l'ennemi.

ARMÉE D'ORIENT

Dans l'après-midi du 5 décembre, les Bulgares ont attaqué violemment notre tête de pont de Demir-Kapou, sur le Vardar. Cette attaque a été complètement repoussée.

La matinée du 6 a été calme sur tout le front.

Le général de Castelnau est adjoint au général Joffre

En même temps que paraissait le décret étendant les pouvoirs du général Joffre, on a indiqué que, sous une dénomination ou sous une autre, un général lui serait adjoint pour le seconder dans sa tâche, et plus particulièrement dans la direction des opérations du front Nord-Est.

Le Petit Parisien annonce que le Conseil des ministres a délibéré, mardi, et à l'œuvre du relèvement national en se donnant cœur et âme à l'éducation de leurs hommes et à la recherche scientifique des moyens de victoire.

L'ancien Ecuyer d'application d'état-major, créé par Napoléon sur les instances du maréchal Gouvion Saint-Cyr, ayant été remplacé en 1878 par le capitaine de Guéret, le capitaine de Castelnau en fut, dès la seconde année, un des sujets les plus remarqués. Sa vie militaire devait se partager depuis entre des commandements de troupes et des stages dans les états-majors



Le généralissime Joffre (à droite) et le général de Castelnau (à gauche), étudiant la carte des opérations

que le choix du gouvernement et du généralissime s'est porté sur le général de Castelnau, qui, sous certaines conditions, assistera le général en chef.

Le général de Castelnau

La carrière du général de Castelnau s'est tout entière déroulée entre deux guerres et dans la préparation de la guerre. Noël-Marie-Joseph-Edouard de Castelnau était en effet élève de première année à l'école militaire de Saint-Cyr quand la falsification de la fameuse dépêche d'Embs nous jeta contre l'Allemagne. Parti joyeusement en qualité de sous-lieutenant au 31^e régiment d'infanterie de marche, le jeune homme faillit héroïquement son devoir durant toute la campagne. A la paix, il fut de ces officiers qui, incapables d'accepter pour leur pays l'arrêt d'un destin injuste, se vouèrent

à donner tous les sous-produits de la houille pour la fabrication des munitions, ainsi que pour d'autres confections indispensables à divers services des armées. Dans cette conjoncture, le gaz servant à faire la cuisine ne serait-il pas supprimé, au moins en partie, sinon en totalité ? Il ne faut pas, sans doute, donner trop de créance aux bruits qui circulent au sujet d'une réquisition des sous-produits de la houille. Rien d'extraordinaire pourtant à ce qu'il en fut ainsi, dans un délai plus ou moins rapproché.

Quoi qu'il en soit, il devient urgent d'augmenter la production d'un combustible, absolument indispensable à tous les ménages ouvriers. Le prix de 25 francs est excessif pour les maigres bourses, les plus nombreuses, hélas ! Ce prix ne pourra être abaissé que par une surproduction intensive. Rien ne serait plus négligé pour obtenir ce résultat.

La Commission du Conseil général, connaissant cette situation, apportera tous ses soins à l'améliorer dans la mesure du possible. Nul doute que ses efforts ne soient secondés par l'autorité militaire, pour l'envoi des prisonniers allemands, aux maires qui solliciteront cette main-d'œuvre en faveur des charbonniers, établis dans les forêts domaniales ou privées, de leurs communes.

Il faut que les civils tiennent comme les poilus !

PIERRE ROUX

LA GUERRE

Va-t-on abandonner Salonique ?

Le problème oriental n'est pas encore résolu

Paris, 8 Décembre. Le Bulletin des Armées publie la 39^e liste des lettres adressées par les Municipalités des principales villes de France à nos soldats, leur exprimant leur confiance inébranlable dans la victoire des Alliés. Parmi celles-ci, nous relevons celles de Gap, Chambéry et Orlan.

LA SITUATION

De notre correspondant particulier

Paris, 8 Décembre.

Quand la France et l'Angleterre décidèrent l'expédition des Dardanelles, on peut dire qu'elles eurent une très juste perception des événements. Il n'était pas difficile de prévoir que les forces adverses seraient fixées sur les deux fronts d'Orient et d'Occident, et que la nécessité s'imposait, pour nous, d'attaquer l'ennemi sur un autre point vulnérable. La prise de Constantinople aurait eu pour effet certain d'abréger la guerre en précipitant la victoire des Alliés sur les empires du Centre.

Malheureusement, l'expédition de Gallipoli a échoué, par suite de fautes sur lesquelles l'avenir fera la lumière. Nous avons été en suite à Salonique, à la fois pour secourir les Serbes indignement abandonnés par leurs alliés de Grèce, et aussi pour atteindre de la l'ennemi, dont les desseins n'étaient pas difficiles à deviner.

Les mêmes fautes qui avaient amené l'échec de notre tentative aux Dardanelles, se sont reproduites, et ont amené le même résultat à Salonique, il faut encore laisser à l'histoire le soin d'établir les responsabilités.

Que va-t-on faire maintenant ? Les Alliés n'ont pas de plan, proclame le roi Constantin, qui cherche à trouver dans notre attitude pénible la justification de sa défiance inexcusable, et le royaume est en péril. Il est bien vrai que, jusqu'ici, les Alliés ont donné cette impression affligeante, mais je dois ajouter que si nous adoptions enfin un plan, comme tout nous permet de l'espérer, le roi Constantin sera bien le dernier à en être averti.

Malheureusement, les puissances de l'Entente ne voient pas toutes le problème sous le même angle. Les critiques de quelques-uns de nos politiques chez nous, et qui nous ont contribué à rendre l'Angleterre hésitante à s'engager en plein à Salonique, et la même question, de jour en jour, d'heure en heure, plus tragique et plus angoissante, se pose devant les puissances de l'Entente.

Ont-elles abandonner les malheureux Serbes dans les montagnes de l'Albanie et du Monténégro, alors qu'en leur ardeur patriotique et le secours nécessaires elles récupérèrent deux cent mille combattants ?

Ont-elles abandonner Salonique aux Austro-Boches et leur laisser la route de Constantinople ? Quel triomphe pour le kaiser, et quelle folle terreur pour le peuple allemand, que la mère serbe commencent déjà à travailler sourdement !

Préférerait-on attendre les armées ennemies sur un autre point dans leur marche annoncée sur Suez, ou bien encore céder-on à des nécessités d'ordre naval qui ne peuvent être exposées publiquement ?

Quelle que soit la décision prise, nous nous inclinons sans murmurer, convaincus qu'elle a été imposée aux hommes les seuls qualifiés, par tout un ensemble de considérations qui nous échappent peut-être, mais qu'il y ait enfin une décision, et non pas seulement sur le point de nos opérations présentes et futures en Orient, mais pour tout ce qui concerne l'ensemble des opérations sur tous les théâtres de la guerre.

Les avantages momentanés de l'ennemi ne résultent que de nos fautes, de nos armoistements, du défaut de commandement unique. Le monde s'accorde à le reconnaître parmi les Alliés.

Dès lors, ne pas combler cette lacune, ne pas corriger ce vice, ne pas s'organiser, serait, de la part de nos gouvernements, un aveu d'incapacité que nous ne pouvons pas supposer un instant, et que les nations ne pardonneraient pas.

MARIUS RICHARD.

Le Conseil de Guerre des Alliés

Paris, 8 Décembre.

Le Conseil de guerre des puissances alliées, a tenu, ce matin, une nouvelle réunion au grand quartier général, sous la présidence du général Joffre.

L'impression en Angleterre

Londres, 8 Décembre. Le Daily Chronicle dit que l'unité de direction de guerre est maintenant placée sur le meilleur pied par les Alliés. Les relations deviennent de plus en plus intimes entre la France et la Grande-Bretagne. La coopération étroite et avantageuse interministérielle est un élément vital du succès, c'est l'harmonie la plus complète pour le échange des idées, des inventions et la collaboration pour la production des munitions.

Un autre besoin urgent à l'heure actuelle, est l'adoption d'une politique ferme et résolue en Orient. Chaque jour de retard profite à l'ennemi. L'action militaire ne doit entraîner ni affaiblissement à l'Ouest, ni gaspillage de vies humaines en Orient. Des considérations politiques peuvent faire adopter une ligne de conduite intermédiaire entre les opinions peut-être divergentes des experts militaires français, anglais et turcs. Nous sommes à Salonique, nous avons obtenu des garanties de la Grèce, nous devrions donc conserver cette base, où notre présence inquiète la Bulgarie et la Turquie. Les autorités militaires décideraient des questions défensives, de fortifications et d'effectifs. Les Alliés, en leurs Conseils, ont dû poser les questions de prestige et d'influences politiques et diplomatiques. L'opinion britannique accueillera toute décision sauvegardant le prestige et

n'affaiblissant pas les armées, mais ne fera pas l'adoption d'une politique ferme et résolue.

LA GRECE ET LA QUADRUPLE-ENTENTE

Une interview du roi Constantin

Neutralité jusqu'au bout !

Londres, 8 Décembre.

On télégraphie de New-York au Daily Mail que le correspondant de l'Associated Press à Athènes a eu un entretien avec le roi Constantin de Grèce, qui lui a déclaré que, puisque la Grèce maintient sa neutralité à l'égard des Alliés, il n'y a aucune raison pour qu'elle se montre disposée à traiter l'Entente au bénéfice de l'Allemagne. Le neutrité de la Grèce a été étendue à l'extrême limite en faveur de l'Entente. Quant à lui, personnellement, il a donné sa parole à l'Entente, les troupes grecques n'attaqueront pas celles des Alliés, à condition que l'Entente lui donne l'assurance que si ses armées sont repoussées en Grèce, elle considérera la campagne des Balkans comme ayant pris fin.

Il assure que ces troupes la protection de sa propre armée contre toute attaque allemande au moment de leur embarquement. Tout ce qu'il a fait, c'est de ne pas retirer ses forces de Salonique et des frontières. Il ne peut pas, et ne veut pas, être sorti de sa neutralité, soit par la force, soit par des manœuvres enjouées.

New-York, 8 Décembre. Dans son entrevue avec le correspondant de l'Associated Press, le roi Constantin a fait l'abord ressortir la similitude de situation des Etats-Unis et de la Grèce.

Les deux nations cherchent, par tous les moyens honorables à sauvegarder leur souveraineté, à protéger leurs sujets, et à défendre leurs intérêts nationaux, sans abandonner leur neutralité.

La distance, a ajouté le roi, protège l'Amérique contre tout danger immédiat, mais le champ de bataille peut changer, ce qui arrive à la Grèce peut arriver aux Etats-Unis, et les deux nations ont le droit de chercher à créer un précédent, il sera étonnant par l'attitude de la Grèce.

Parlant de la situation de son pays, le roi Constantin dit que c'est une pure hypothèse de la part de l'Entente de croire que la Grèce est prête à traiter les Alliés, la première occasion au profit de l'Allemagne.

Dès le début des hostilités en Orient, a-t-il ajouté, la Grèce a élargi jusqu'aux dernières limites sa neutralité en faveur des puissances de l'Entente, pour lesquelles nous avons toujours ressenti les plus vives sympathies et la reconnaissance la plus profonde.

La Grèce prit toutes les mesures compatibles avec sa neutralité, et pendant la campagne trop tristement entreprise à l'effet de sauver la Serbie.

Enfin, j'ai donné ma parole royale que les troupes helléniques n'attaqueront jamais les forces franco-britanniques en Macédoine. Cependant, malgré toutes ces preuves de la bonne foi de la Grèce, les puissances de l'Entente exigent, sous forme d'un ultimatum, le retrait des troupes grecques de Salonique, autrement dit, elles veulent que nous laissions toute la Macédoine et la Bulgarie à leur disposition.

La Grèce prit toutes les mesures compatibles avec sa neutralité, et pendant la campagne trop tristement entreprise à l'effet de sauver la Serbie.

Enfin, j'ai donné ma parole royale que les troupes helléniques n'attaqueront jamais les forces franco-britanniques en Macédoine. Cependant, malgré toutes ces preuves de la bonne foi de la Grèce, les puissances de l'Entente exigent, sous forme d'un ultimatum, le retrait des troupes grecques de Salonique, autrement dit, elles veulent que nous laissions toute la Macédoine et la Bulgarie à leur disposition.

La Grèce prit toutes les mesures compatibles avec sa neutralité, et pendant la campagne trop tristement entreprise à l'effet de sauver la Serbie.

Enfin, j'ai donné ma parole royale que les troupes helléniques n'attaqueront jamais les forces franco-britanniques en Macédoine. Cependant, malgré toutes ces preuves de la bonne foi de la Grèce, les puissances de l'Entente exigent, sous forme d'un ultimatum, le retrait des troupes grecques de Salonique, autrement dit, elles veulent que nous laissions toute la Macédoine et la Bulgarie à leur disposition.

La Grèce prit toutes les mesures compatibles avec sa neutralité, et pendant la campagne trop tristement entreprise à l'effet de sauver la Serbie.

Enfin, j'ai donné ma parole royale que les troupes helléniques n'attaqueront jamais les forces franco-britanniques en Macédoine. Cependant, malgré toutes ces preuves de la bonne foi de la Grèce, les puissances de l'Entente exigent, sous forme d'un ultimatum, le retrait des troupes grecques de Salonique, autrement dit, elles veulent que nous laissions toute la Macédoine et la Bulgarie à leur disposition.

La Grèce prit toutes les mesures compatibles avec sa neutralité, et pendant la campagne trop tristement entreprise à l'effet de sauver la Serbie.

Enfin, j'ai donné ma parole royale que les troupes helléniques n'attaqueront jamais les forces franco-britanniques en Macédoine. Cependant, malgré toutes ces preuves de la bonne foi de la Grèce, les puissances de l'Entente exigent, sous forme d'un ultimatum, le retrait des troupes grecques de Salonique, autrement dit, elles veulent que nous laissions toute la Macédoine et la Bulgarie à leur disposition.

La Grèce prit toutes les mesures compatibles avec sa neutralité, et pendant la campagne trop tristement entreprise à l'effet de sauver la Serbie.

Enfin, j'ai donné ma parole royale que les troupes helléniques n'attaqueront jamais les forces franco-britanniques en Macédoine. Cependant, malgré toutes ces preuves de la bonne foi de la Grèce, les puissances de l'Entente exigent, sous forme d'un ultimatum, le retrait des troupes grecques de Salonique, autrement dit, elles veulent que nous laissions toute la Macédoine et la Bulgarie à leur disposition.

La Grèce prit toutes les mesures compatibles avec sa neutralité, et pendant la campagne trop tristement entreprise à l'effet de sauver la Serbie.

Enfin, j'ai donné ma parole royale que les troupes helléniques n'attaqueront jamais les forces franco-britanniques en Macédoine. Cependant, malgré toutes ces preuves de la bonne foi de la Grèce, les puissances de l'Entente exigent, sous forme d'un ultimatum, le retrait des troupes grecques de Salonique, autrement dit, elles veulent que nous laissions toute la Macédoine et la Bulgarie à leur disposition.

La Grèce prit toutes les mesures compatibles avec sa neutralité, et pendant la campagne trop tristement entreprise à l'effet de sauver la Serbie.

Enfin, j'ai donné ma parole royale que les troupes helléniques n'attaqueront jamais les forces franco-britanniques en Macédoine. Cependant, malgré toutes ces preuves de la bonne foi de la Grèce, les puissances de l'Entente exigent, sous forme d'un ultimatum, le retrait des troupes grecques de Salonique, autrement dit, elles veulent que nous laissions toute la Macédoine et la Bulgarie à leur disposition.

La Grèce prit toutes les mesures compatibles avec sa neutralité, et pendant la campagne trop tristement entreprise à l'effet de sauver la Serbie.

Enfin, j'ai donné ma parole royale que les troupes helléniques n'attaqueront jamais les forces franco-britanniques en Macédoine. Cependant, malgré toutes ces preuves de la bonne foi de la Grèce, les puissances de l'Entente exigent, sous forme d'un ultimatum, le retrait des troupes grecques de Salonique, autrement dit, elles veulent que nous laissions toute la Macédoine et la Bulgarie à leur disposition.

La Grèce prit toutes les mesures compatibles avec sa neutralité, et pendant la campagne trop tristement entreprise à l'effet de sauver la Serbie.

Enfin, j'ai donné ma parole royale que les troupes helléniques n'attaqueront jamais les forces franco-britanniques en Macédoine. Cependant, malgré toutes ces preuves de la bonne foi de la Grèce, les puissances de l'Entente exigent, sous forme d'un ultimatum, le retrait des troupes grecques de Salonique, autrement dit, elles veulent que nous laissions toute la Macédoine et la Bulgarie à leur disposition.

